

VIGILANCES SYNDICALES

Mégret n'aura pas la Meurthe et la Moselle.

Mi-mars, Bruno Mégret comptait distribuer ses tracts de haine à la sortie de JVC, entreprise près de Longwy, dont les salarié(e)s sont en lutte depuis plusieurs mois contre les licenciements. Mais c'était sans compter sur la vigilance antifasciste de l'union locale CGT. En effet, mis au courant de la tentative du FN de récupérer le mécontentement social des salarié(e)s de JVC, une centaine de syndicalistes, dont beaucoup de JVC, ont attendu Mégret de pied ferme, avec un tract dénonçant le racisme et le fascisme tout en expliquant la réalité antisociale du programme FN. Finalement Mégret n'est jamais venu... Tant mieux!

Unité syndicale antifasciste à Nancy.

Le premier Mai unitaire à Nancy fut placé sous le signe de l'antifascisme et de l'antiracisme. Depuis une dizaine d'années, il n'y avait plus eu de manif unitaire pour le premier Mai dans la ville. Cette année CFDT, CGT, UNSA, FO, FSU et groupe des Dix, ont manifesté ensemble contre le racisme et le fascisme (environ 3.000 personnes). Dans le tract unitaire d'appel, une référence était faite à la mobilisation antifasciste du 29 Mars à Strasbourg. A noter la mobilisation particulièrement importante de la FSU et de la CFDT dans la préparation de la manifestation unitaire antifasciste.

L'unité syndicale fait reculer le FN sur la région lyonnaise.

Fin mars, les fascistes comptaient organiser un meeting dans un lieu hautement symbolique, la cité Berliet, à côté des usines Renault VI. Les mobilisations contre cette initiative, auxquelles ont pleinement participé les syndicats locaux, avaient conduit la mairie de St Priest à y interdire la présence du FN. Mi-avril, Mégret devait venir à Oulins, dans la banlieue de Lyon. Un collectif unitaire s'est constitué sur la ville pour préparer la riposte. Sous le prétexte de problèmes de sécurité, le FN a annulé son meeting. Cependant, une manifestation antifasciste eut lieu avec d'importants cortèges syndicaux CFDT et CGT. Enfin, à la mi-mai, le FN annonçait un meeting à la bourse du travail, dans une

salle dépendant de la municipalité de Lyon. Les organisations syndicales ont interpellé le maire sur cette attribution de salle, et ont appelé à une réunion publique le même jour, et dans les mêmes locaux. Devant cette mobilisation syndicale, la mairie a décidé de ne plus attribuer cette salle au FN. Le premier mai la CGT la CFDT, la FSU, la FEN et le Groupe des Dix, ont distribué conjointement des tracts « contre le FN, pour la justice sociale »; ce premier mai fut un succès avec environ 5.000 manifestants.

Quatre pages de SUD PTT contre le FN

La fédération SUD PTT vient de sortir un matériel d'information, sous la forme d'un quatre pages, sur les « idées » du FN contre les droits des salariés. Partant du constat de l'offensive du FN en direction du monde salarial, et des meilleurs scores électoraux du FN dans les catégories populaires, SUD-PTT précise que les buts de son quatre pages sont « de mieux comprendre l'orientation du FN et la nécessité absolue de le combattre ». Dans une première partie, les positions ultra-libérales du FN dans les années 80 sont développées, au temps où « il ne bourrait pas encore les boîtes aux lettres (...) pour se présenter en défenseur des services publics et des personnels ». Ensuite, sont examinées les rectifications de son programme social en 1992, du fait de sa poussée dans l'électorat populaire, et les contradictions de certaines de ses propositions sociales sont détaillées. De même ses solutions d'apartheid et d'exclusion en terme d'emploi sont analysées et dénoncées. Une troisième partie est consacrée à la création des syndicats FN, après le mouvement social de Novembre Décembre 95. Enfin, les moyens de ripostes sont envisagés à partir d'expériences concrètes comme « les facteurs de Roubaix qui avec l'aide des syndicats, ont refusé de distiller la haine en ne distribuant pas un postcontact du FN », et de la nécessité syndicale de repartir à l'offensive (contre les licenciements, la privatisation des services publics).

Textes adoptés au Congrès du SNES Mars 1997, « Contre

l'extrême droite et le Front national ».

Soulignant tout ce qui oppose les discours de haine et d'exclusion du FN aux valeurs auxquelles se réfère le SNES, le FN est dénoncé comme « un parti dangereux pour la démocratie ». Le tournant national social du Front National est pris en compte, pour noter que ce parti « a adopté toute une batterie de mesures « sociales », et que cette « plate-forme, typiquement fasciste, prétend apporter une alternative nationaliste au libéralisme en utilisant le levier du racisme et de la xénophobie ». Une attention particulière est accordée aux mesures préconisées par le FN pour l'éducation nationale, et leurs dangers sont dénoncés. Si l'action syndicale pour l'emploi, la justice sociale sont une manière de lutter contre la progression du FN, le texte souligne « qu'aujourd'hui il faut faire plus ». Une information régulière sur le FN et ses projets sera transmise aux syndiqués. Le SNES sera vigilant à toute diffusion des idées de l'extrême droite dans les établissements, et rappellera son opposition à la présence des élus FN dans les Conseils d'Administration des établissements scolaires. « Le SNES, avec la FSU, développera les initiatives en matière de l'éducation contre le racisme et la xénophobie. Il s'efforcera de susciter des initiatives syndicales unitaires contre les idées de l'extrême droite ».

CFDT ANPE : formation syndicale contre l'extrême-droite

La CFDT ANPE a organisé au niveau national une formation syndicale contre l'extrême droite, qu'ont animée en partie nos amis René Monzat et Jacques Breitenstein. Une vingtaine de militants et responsables syndicaux, venant de Lorraine, de Bretagne, du Nord, de PACA, de Normandie, de la région parisienne ont participé à cette formation. Durant celle-ci, l'histoire du Front National a été mise en perspective en le comparant aux fascismes historiques de l'entre-deux-guerres, puis les structures de ce parti et son encadrement politique ont été décrits et la sociologie de son électorat a de même été analysée, avant de s'arrêter sur le tournant national social que le FN a pris en 1992-1993, et les conséquences de ce tournant sur le pseudo programme social du Front. Ensuite son offensive sur le

terrain social à partir de 1996, a été reliée à ses analyses et appréciations politique du mouvement social de novembre-décembre 1995, ce qui ouvrait le débat sur les ripostes syndicales contre le Front National. Une partie du débat a aussi porté sur le combat syndical nécessaire contre les employeurs pratiquant de fait la préférence nationale à l'embauche; situation à laquelle sont de plus en plus confrontés les agents de l'ANPE.

Le Louvre antifasciste

Comme chaque année, le défilé du 1er mai du Front national passe sous les fenêtres du Louvre. Pensant que la préférence nationale est incompatible avec l'idée de culture, les syndicats CGT et SUD ont voulu manifester leur refus du FN en déroulant une banderolle de 19 mètres sur la colonnade du Louvre: « Pour la culture sans frontières, contre une culture de la haine ». Malheureusement cette banderolle a été enlevée par la police au bout d'une heure, mais après avoir été filmée par FR3.

La CFDT s'affiche contre le Front National

Le numéro de Syndicalisme Hebdo du 9 Mai 1997, était accompagné d'une affiche en format A2 à destination des panneaux syndicaux, dénonçant le Front National dans le cadre des élections législatives anticipées. Autour du titre « Front National, racisme et régression sociale », L'affiche explique pourquoi la CFDT s'en prend-elle aux thèses du Front National ? Comme d'autres, elle refuse la haine, la démagogie. Comme syndicat, elle défend les intérêts des salariés et de la population. Or ceux-ci sont gravement mis en cause par le programme du Front National. Le Front National prétend aujourd'hui avoir un programme « social ». Ce n'est en réalité qu'une façade. La préférence nationale appliquée à l'ensemble de ses propositions ne signifie rien d'autre que l'apartheid. Le soi-disant programme « social » du FN c'est: le démantèlement de la sécurité sociale, la fin de l'éducation nationale laïque, l'abolition des droits des femmes (droit au travail, IVG). (...) Le Front national ne propose rien d'autre que la régression sociale (...) Dites non à la démagogie qui conduit au pire. Ne vous abstenez pas. Ne votez pas contre vos intérêts. » Toujours sur le même thème, Syndicalisme hebdo, consacre dans son numéro du 22 Mai 1997, un dossier de quatre pages sur le programme du Front national, « Connaître pour combattre », sur lequel nous reviendrons dans une prochaine revue de presse.

REVUE DE PRESSE

« **La vie syndicale** », le journal du SNADGI-CGT consacre la dernière page de son numéro d'avril « Contre l'extrême-droite, parce que syndicalistes ». Il se fait l'écho de la rencontre du 1er mars, « initiée par l'association Ras l'front » et indique qu'« aux impôts comme dans toute la

fonction publique, il faut dresser un puissant barrage aux idées et aux tentatives d'implantation de l'extrême-droite ». « Des clignotants se sont allumés il est urgent d'agir » avertit le journal syndical qui rappelle que « quelques bulletins FN ont été déposés » à l'occasion d'un scrutin d'élections professionnelles le 25 mars dernier et que des « tracts xénophobes ont été distribués dans des services de Loire Atlantique ». « **L'hebdo** » de la CGT consacre un long compte rendu à la manifestation d'Alès du 19 avril dernier contre la venue de Bruno Mégret qui a rassemblé 10.000 antifascistes. « La préparation de la manifestation s'est également caractérisée par des débats dans les entreprises » souligne l'Hebdo. « Comme celui de la Verrerie (entreprise où 2.700 suppressions d'emplois sont prévues ndlr) qui a mis en évidence le lien qui existe entre se battre contre le racisme et la défense des revendications telles que l'emploi et les salaires » ajoute une militante syndicale. « **Le bulletin de la FSU 85** » d'avril dernier consacre une page: « Non au Front national, l'école publique en danger ». Après une historique du MEN, la revue syndicale souligne que celui-ci « a finalement préféré l'infiltration des « listes amies » du SNALC.

« **Le Peuple** » du 4 juin revient sur un premier bilan du Tour de France de la fraternité organisé par la CGT, « le racisme ça se combat ». Ponctué de 7 étapes, il fut l'occasion de débats dans 25 entreprises. Badges, autocollants, et films vidéos ont été produits pour l'occasion ainsi qu'un petit livre édité par la CGT. 20.000 pin's représentant « les anneaux de la fraternité » ont été diffusés. De plus ajoute Didier Niel, secrétaire de la CGT, « de nombreuses réunions de directions syndicales ont permis l'appropriation de l'initiative confédérale, le dépassement des à priori et des réserves. Mais la route est encore assez longue pour que l'ensemble des syndiqués porte cette démarche, » « Dans les entreprises, les débats ne sont pas de même nature. Certains salariés y viennent avec leurs craintes, leur haine, leur rejet des autres et parfois leur sympathie pour les idées d'extrême-droite » explique Didier Niel. « L'objectif principal de cette campagne étant de faire reculer le racisme sur le lieu de travail, nos efforts sont à poursuivre pour démontrer qu'il est une arme efficace de division des salariés, même de ceux sensibles au « Tous ensemble ». Personne ne gagnera à faire porter le chapeau à son collègue parce qu'il est différent.

La lutte contre le racisme contribue à construire un meilleur rapport de force en favorisant le rassemblement de tous les salariés sans aucune exclusive. » conclut-il
1 sur 3

Les locataires des cités minières ont élu leurs 3 représentants à l'assemblée

consultative de la Soginorpa. Avec 16,7% des voix, le représentant du FN des locataires a été élu. La CGT a recueilli 33% des suffrages et la Confédération syndicale du cadre de vie 18,40 %. Un autre élu FN siègera à la commission d'attribution des logements.

Galtier (suite)

Après l'intervention du 21 février (voir ISA n°9), la Fédération CGT des organismes sociaux est à nouveau intervenue pour dénoncer la présence de ce pseudo-syndicaliste lors de la réunion entre le patronat, la Mutualité sociale agricole (CFNMA) et les organisations syndicales. La CGT a demandé que Galtier quitte la séance, et ses représentants ont rappelé qu'il était suspendu de ses mandats pour ses liens évidents avec le FN, et notamment pour son appartenance à « Reconquête syndicale », création de la branche catholique intégriste du parti fasciste.

Cadres antiracistes

L'UFICT-CGT, l'organisation CGT des cadres, a constitué en son sein un collectif de lutte contre le racisme et les discriminations qui a tenu sa première réunion. Ce collectif se donne pour objectif l'élaboration des propositions revendicatives, le combat idéologique, et la préparation d'une initiative s'adressant spécifiquement au personnel d'encadrement.

Sondages électoraux

L'évolution des voix recueillies par le FN parmi les électeurs salariés affirmant une sympathie syndicale s'établit désormais ainsi sur les 10 dernières années...

	1986 (1)	1995 (2)	1997 (3)
FO	5%	16%	18%
CGT	6%	7%	11%
CFDT	3%	6%	7%
CFTC	-	-	6%
CGC	-	24%	-

(1) Sondage Nouvel-Observateur/SOFRES 13/4/86

(2) Sondage La Tribune/CSA, 25/4/95

(3) Espace social européen/CSA., 25/15/97 Seul le dernier sondage a été effectué « sorties des urnes »

Enfin parmi les électeurs n'affichant aucune sympathie syndicale particulière, 19 % d'entre eux déclarent avoir voté pour le FN lors du premier tour des législatives de 1997.

Informations Syndicales Antifascistes

(I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front:

Ras l'fronti commission syndicale
BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel:01 42 43 22 00

Fax:01 42 43 23 63

imprimé par nos soins